

*L'Adresse—M. Broadbent*

Puis il y a cet autre élément contenu dans le discours du trône qui a des répercussions immédiates, soit le contrôle de nos ressources pétrolières et gazières. A l'origine j'ai pensé qu'il y avait une coquille dans le texte. Les libéraux s'engagent à faire en sorte que le Canada contrôle 50 p. 100 du secteur pétrolier d'ici à 1990. Quel défi! Quelle direction politique! Tous les autres pays producteurs de pétrole dans le monde, comme le Venezuela, le Mexique et les pays du Proche Orient contrôlent depuis longtemps toutes leurs ressources pétrolières. C'est précisément ce que nous Canadiens devrions faire. D'ici dix ans, les Libéraux en contrôleront 50 p. 100. C'est là une théorie libérale formidable et je suis sûr que d'autres éléments soi-disant progressistes du discours du trône s'en inspireront. Le NPD pense que dix ans c'est trop. Nous devrions avoir la haute main sur tout ce secteur d'ici cinq ans, et non pas sur la moitié de ce secteur d'ici dix ans.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** L'autre mesure pratique concerne l'agriculture. Mise à part la diminution des taux d'intérêt qui aiderait les agriculteurs, d'autres propositions utiles ont été faites dont le gouvernement devrait tenir compte. Un des projets d'Environnement Canada propose de développer nos cultures en serres en utilisant comme le font d'autres pays la chaleur produite par nos centrales. Actuellement cette chaleur n'est pas utilisée et nous pourrions ainsi économiser des milliards de dollars tous les ans sur nos importations de fruits et de légumes. L'effet d'un milliard de dollars se ferait beaucoup sentir sur notre balance des paiements.

● (1730)

S'il est un élément dont le discours du trône ne tient à peu près pas compte et dont le premier ministre a négligé de parler aujourd'hui, c'est bien le sort de plus d'un million de chômeurs. Notre parti ne peut en faire abstraction. Un million de chômeurs, cela comporte une dimension humaine, sans parler de la réalité économique que représentent toutes ces énergies gaspillées. Nous avons vraiment besoin au plus tôt d'un budget qui tende au premier chef à créer des emplois pour les Canadiens qui réclament du travail et non la charité.

En somme, au lieu de s'en tenir simplement à un cadre général, le premier ministre aurait dû nous démontrer qu'il entend s'attaquer aux problèmes qui nous préoccupent. Il a raison de dire que notre patriotisme, notre loyauté nationale, dépend de notre propre bien-être économique, où que nous vivions. Si nous avions trouvé dans son discours d'aujourd'hui la volonté de favoriser ce bien-être par des mesures concrètes, bien des Canadiens seraient beaucoup plus heureux qu'ils ne le sont actuellement.

D'autres domaines exigeront l'intervention énergique de notre Parlement au cours de la décennie. Je dois dire, en toute franchise, qu'en ce moment mon parti est en train d'étudier ces questions, mais qu'il n'y existe pas de solution facile. Nous sommes en train d'élaborer nos propres politiques, et j'aimerais en parler car, que nous soyons du Parti progressiste-conservateur, du Parti libéral ou du Nouveau parti démocratique, nous devrions tous, dans nos travaux parlementaires, nous préoccuper sérieusement des problèmes liés au maintien d'un environ-

nement sain pour nos concitoyens en cette époque industrielle avancée.

Notre pays est riche en uranium. Quelle sorte de politique d'ensemble avons-nous pour son exploitation quand il est possible qu'en l'exportant, nous favorisons la guerre nucléaire? D'autre part, que pouvons-nous faire alors que d'innombrables pays ne disposent pas, comme nous, d'autres sources d'énergie?

Il y a aussi la question très importante des dépenses militaires qui doit nous préoccuper tous. L'un des événements troublants survenus au cours de la campagne électorale a été l'accroissement de la tension entre les États-Unis et l'URSS, ce qui est symptomatique d'un changement dans leurs relations. En tant qu'être humain, je suis profondément bouleversé de voir les deux superpuissances s'engager dans de nouvelles dépenses militaires massives.

Je suis profondément troublé par les rumeurs émanant tant de l'Union soviétique que des États-Unis selon lesquelles il leur serait possible de survivre à des conflits nucléaires. Il y a de quoi être inquiet quand on pense qu'il y a quelques années à peine, dans ces deux pays—et surtout aux États-Unis—on se gardait bien d'évoquer même la possibilité d'une guerre nucléaire. On se préoccupait à juste titre de l'holocauste qui s'ensuivrait. Cependant, la terminologie a pris un tour nouveau et les militaires de ces deux grandes puissances se convainquent qu'il est possible de survivre à une guerre nucléaire, et, en s'appuyant sur des documents jusqu'alors inédits, ils commencent à tenter d'en convaincre leurs populations.

Il faut que nous soyons pénétrés de la nécessité d'éviter ce genre de conflit. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit là d'un euphémisme. A cet égard, ce n'est pas seulement l'expansion des armes nucléaires qui nous inquiète, mais aussi la progression de l'ensemble des dépenses militaires, surtout si l'on tient compte des problèmes du Tiers monde. Une commission présidée par un très éminent citoyen du monde, Willy Brandt, a remis son rapport récemment. On y souligne l'inégalité croissante entre le nord et le sud et le grave danger qui menace la partie la plus pauvre de l'humanité du fait de l'affectation d'une si grande part de nos ressources aux armements.

A titre de Canadien, je veux insister sur ce point, car nous nous apprêtons à dépenser massivement dans le domaine militaire. A partir des données compliées par la commission Brandt, j'ai fait des calculs concernant le F-18 que le Canada s'appête à acheter. Nombre de députés de tous les partis insistaient, si cette décision était prise, pour que les retombées économiques soient réparties dans l'ensemble du pays. C'est là un argument raisonnable, mais la véritable question est de savoir s'il est opportun, dans la conjoncture actuelle, de dépenser de l'argent pour de telles armes meurtrières.

Pour le prix de chacun de ces avions que nous achetons, nous pourrions fournir 60,000 tonnes de riz aux nations affamées du Tiers monde. Pour le prix d'un seul de ces appareils, nous pourrions offrir 30,000 pharmacies aux pays du Tiers monde, où les médicaments et les soins médicaux spécialisés sont presque inexistantes. Tout cela au prix d'un seul avion. Nous pourrions faire des choses extraordinaires si notre priorité était autre que de dépenser dans le secteur militaire.